

Déclaration de politique générale : de paradoxes en paradoxes

La Première ministre a annoncé aujourd'hui de nombreuses concertations, dès la rentrée. FO rappelle que concertation n'est pas négociation et réaffirme sa revendication de redonner à la négociation collective la place qui est la sienne. A cet égard, FO souligne que les mesures annoncées sur le pouvoir d'achat contournent soigneusement la question de l'augmentation des salaires.

FO met en garde contre le virage annoncé visant à respecter à nouveau le critère de déficit public d'ici 2027. Alors que les urgences sont nombreuses : pouvoir d'achat, éducation, hôpital, services publics, le gouvernement enterre définitivement le quoi qu'il en coûte. Pire, une nouvelle réduction des impôts de production est annoncée dans la droite ligne du quinquennat précédent, sans contreparties demandées aux entreprises.

La Première ministre a répété à plusieurs reprises sa volonté de bâtir la France de demain. FO a au contraire le sentiment que se poursuit la déconstruction de notre modèle social, en commençant par le versement à la source des prestations sociales. S'il n'est pas ficelé, un projet de réforme est confirmé pour faire travailler les salariés plus longtemps. FO rappelle ici son opposition totale à tout recul de l'âge légal de départ à la retraite et à l'allongement de la durée de cotisation.

FO dénonce la poursuite des politiques de territorialisation, qui conduisent à remettre en cause la République une et indivisible.

FO prend acte de la volonté de l'Etat de prendre le contrôle d'EDF à 100% et sera attentive à sa concrétisation.

Pour conclure, FO ne partage donc pas la conception de ce que sont le progrès et la justice sociale, tels que décrits par la Première ministre.

Contact :

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général

Secrétariat général

 [fsouillot](mailto:fsouillot@force-ouvriere.fr)

 [@force-ouvriere.fr](https://twitter.com/force_ouvriere)

 01.40.52.86.01

Paris, le 6 juillet 2022